

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4595 - Dimanche 7 octobre 2018 - Prix : 10 DA

Pétrole
Le prix du panier de l'Opep grimpe à plus de 84 dollars le baril

Page 5

Fruits, légumes et produits de large consommation

La hausse des prix perdure et agace

Page 3

Présidentielle sous haute tension

Par Mohamed Habili

Aujourd'hui, bien sûr, les regards du monde entier sont tournés vers le Brésil, où près de 150 millions d'électeurs sont appelés à se prononcer lors du premier tour de l'une des plus disputées et des plus incertaines présidentielles de ces dernières années. Pour donner une idée de la violente polarisation de ce pays aux dimensions d'un continent, rappelons que le candidat en tête des sondages, Jair Bolsonaro, dont le programme est on ne peut plus d'extrême droite, a été poignardé le mois dernier au cours d'un bain de foule, ce qui a fait arrêter la campagne pendant quelque temps. Son principal concurrent, le candidat du Parti des travailleurs, Fernando Haddad, dont la campagne n'a commencé qu'une fois rejetée la candidature de Lula, qui purge une assez longue peine de prison, n'aurait pas beaucoup de chance de l'emporter sur lui si l'élection n'était qu'à un tour. La partie qui débute aujourd'hui au Brésil n'est pas sans rappeler la dernière présidentielle française, qui s'est jouée en un tour bien qu'il ne soit jamais arrivé en France à quelqu'un d'être élu dès ce moment. A cette élection brésilienne aussi le représentant de l'extrême droite n'a de chance d'être élu que s'il l'est dès aujourd'hui. Bolsonaro, comme Le Pen en 2017, a suffisamment le vent en poupe pour caracoler en tête des sondages, mais pas suffisamment de réserve de voix à l'extérieur de son parti pour gagner lors d'un deuxième tour.

Suite en page 3

Carburant, cigarettes, drogue, denrées alimentaires...

La contrebande étend ses tentacules



Ph/D. R.

Carburant, cheptel, drogue, corail... la contrebande prospère à grande vitesse en dépit des coups de boutoir donnés par les services de sécurité, à leur tête les gardes-frontières.

Lire page 2

Les réserves de change à 88,61 milliards de dollars
Balance des paiements, déficit en baisse

Page 3

Opéra d'Alger
Festival international de musique symphonique

Page 13

Société
Un enfant porté disparu à Ghardaïa retrouvé «sain et sauf» à Ouargla

UN ENFANT de dix ans, originaire de Ghardaïa, porté disparu le 28 septembre dernier, a été retrouvé jeudi «sain et sauf» à Ouargla (200 km du domicile parental), indique hier un communiqué de la cellule de communication de la sûreté de la wilaya. L'enfant répondant aux initiales (M.K) âgé de 10 ans, n'a pas donné signe depuis vendredi dernier lorsqu'il était sorti jouer dans son quartier, Hadj Messaoud (Ghardaïa), selon la même source. Suite à cette disparition, le procureur de la République près le tribunal de Ghardaïa a déclenché le plan d'alerte relatif aux cas de disparition d'enfants et les services de sûreté ont été mobilisés pour la recherche de l'enfant, a-t-on ajouté. M.K a été retrouvé aux environs de la ville de Ouargla, sain et sauf, par les services de la sûreté de la wilaya de Ouargla, a-t-on précisé.

M. L.

Depuis le début de l'année en cours à Oran
Plus de 600 animaux errants abattus

PAS MOINS de 618 animaux errants ont été abattus à Oran entre le 1^{er} janvier et le 31 septembre de l'année en cours, a-t-on appris des services de la wilaya. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre de deux campagnes d'abattage d'animaux errants, organisées à travers toutes les zones urbaines des 26 communes que compte la wilaya d'Oran, précise-t-on de même source. La première campagne s'est déroulée du 1^{er} janvier au 30 juillet dernier. Elle a permis l'abattage de 297 chiens et de 26 sangliers. La seconde opération a débuté le 15 septembre dernier et se poursuit toujours, donnant lieu jusqu'à présent à l'abattage de 281 animaux errants. Ces campagnes visent à préserver la sécurité et le bien-être des riverains, assure-t-on de même source, ajoutant que les services de la wilaya d'Oran en collaboration avec les services compétents au niveau des APC, ainsi que la Fédération des chasseurs, participent aux opérations d'abattage de ces animaux, en plus des agents de la Conservation des forêts chargés d'accompagner, de diriger et de superviser l'opération.

H. Y.

Carburant, cigarettes, drogue, denrées alimentaires...

La contrebande étend ses tentacules

■ Carburant, cheptel, drogue, corail... la contrebande prospère à grande vitesse en dépit des coups de boutoir donnés par les services de sécurité, à leur tête les gardes-frontières.

Par Meriem Benchaouia

L'activité illégale au niveau de nos frontières a atteint ces derniers mois une proportion inquiétante. Des tonnes de marchandises sont importées ou exportées par des réseaux de contrebandiers qui tentent le tout pour le tout pour amasser le plus d'argent possible en un temps record. Carburant, cheptel, drogue, corail, ... la contrebande prospère à grande vitesse en dépit des coups de boutoir donnés par les services de sécurité, à leur tête les gardes-frontières. Cette tendance observée sur le terrain n'exclut pas le trafic sur d'autres produits, notamment les produits alimentaires subventionnés. En effet, le trafic n'a jamais été aussi florissant au niveau de nos frontières comme il l'est aujourd'hui. Depuis les tensions sécuritaires aux pays voisins, ce commerce illicite, qui constitue une des formes de fraude les plus visibles et les plus dangereuses sur le développement de l'économie nationale, a explosé. Les pertes économiques et financières sont considérables, et les statistiques ne font que confirmer son ampleur. L'éradication du phénomène n'est certainement pas pour demain. Puisque les réseaux sont devenus plus organisés, mieux structurés, certainement liés à des circuits internationaux de trafic. Pourtant, les services de sécurité mènent une lutte implacable et sans merci en activité à travers plusieurs régions du pays. Un combat ininterrompu contre toute forme d'atteinte au pays : la lutte contre le crime organisé reste une priorité majeure. C'est ce qui



Ph/D. R.

ressort des différents bilans des opérations menées par les services de sécurité. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, et lors d'opérations distinctes à Tamanrasset, El-Oued et Biskra des détachements combinés de l'ANP ont intercepté trois contrebandiers et saisi 4 véhicules tout-terrain, 18 400 comprimés psychotropes, un camion de forage, 6 détecteurs de métaux, 10 groupes électrogènes, 7 marteaux piqueurs, deux téléphones satellitaires, 2 330 litres de carburant, 732 unités de différentes boissons ainsi que des outils d'orpaillage. Dans le même contexte, des éléments de la Gendarmerie nationale à In Guezzam ont intercepté 28 contrebandiers et saisi 28 tracteurs avec remorques et une quantité considérable de 33 200 litres de carburant, alors que des éléments des gardes-frontières ont mis en échec des tentatives de contrebande de 8 537 litres de carburant à Souk-Ahras,

Tébessa et El-Tarf, tandis que des détachements de l'ANP et des éléments des gardes-frontières ont saisi à Tlemcen, Alger, Djelfa et Chlef 261 Kilogrammes de kif traité ainsi que 2 321 comprimés psychotropes. Par ailleurs, la police d'Oran a arrêté un commerçant illicite en possession de 1 174 unités de pétards et de produits pyrotechniques de différents types, 3 897 paquets de cigarettes étrangères et 2 310 unités de produits de «chicha», selon la même source, qui a souligné qu'il s'agit de produits de contrebande Il a été procédé dans la même opération à la récupération de 929 000 DA, de 2 410 euros, de 3 dollars, de 2 030 dirhams marocains, 50 rials saoudiens, 15 dinars tunisiens et 5 dirhams émiratis. Une procédure judiciaire a été engagée à l'encontre du mis en cause, qui sera présenté prochainement devant la justice. Deux contrebandiers et six narcotrafiquants ont été arrêtés, des denrées alimentaires et divers

autres matériels ont été saisis dans différents wilayas par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), selon un autre communiqué du MDN. «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements combinés de l'ANP ont saisi à Tamanrasset, In-Guezzam et Bordj Badji Mokhtar un camion, quatre véhicules tout-terrain, 18 800 litres de carburant et 4 625 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande», a précisé la même source. Des éléments de la Gendarmerie nationale et des gardes-frontières ont intercepté, lors d'opérations distinctes menées à Tlemcen (2e RM), Oum El-Bouaghi et Biskra six narcotrafiquants en leur possession 247,2 kilogrammes de kif traité, alors qu'un détachement de l'ANP a appréhendé, à Biskra, deux contrebandiers et saisi deux camions et 39 quintaux de feuilles de tabac, a-t-on ajouté.

M. B.

Ali Haddad, président du FCE au sujet de la diversification de l'économie

L'enjeu fondamental «est de réussir le défi»

Le président du Forum des Chefs d'entreprise (FCE), Ali Haddad, a souligné samedi à El-Oued, que l'enjeu fondamental actuel est de «réussir le défi de la diversification de l'économie nationale». Intervenant en ouverture de la 4^e édition de l'université du FCE, M. Haddad a affirmé que «le principal enjeu actuel est de réussir le défi de la diversification de l'économie nationale, son intégration dans les économies de l'avenir, celles de l'après-pétrole». «Le défi de la diversification de l'économie nationale vise à réduire la forte propension à l'importation, conquérir de nouveaux marchés à l'export et encourager l'investissement national», a-t-il soutenu, ajoutant que «cette perspective requiert des réformes audacieuses et une ouverture plus affirmée de son économie». Le président du FCE a, à l'occasion, indiqué que le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a, lors du dernier

Conseil des ministres, mis l'accent sur «l'approfondissement des réformes engagées dans tous les secteurs», car, a-t-il expliqué, «ces réformes devront garantir la justice sociale et l'avantage de transparence et d'équité». Pour ce faire, il a préconisé que «cette perspective nécessite la valorisation des potentialités nationales et la promotion, d'une manière soutenue, des exportations hors-hydrocarbures avec le concours des investisseurs locaux et des partenaires étrangers, et interpelle, ainsi, le gouvernement de hâter les actions d'amélioration du climat des affaires dans le pays». «Le FCE entend ancrer des mécanismes opérationnels pour accompagner l'entreprise économique en vue de promouvoir sa performance en fonction des exigences du marché mondial pour lui permettre de contribuer d'une manière efficace à la création d'une économie alternative hors hydrocarbures», a expliqué M.

Haddad, avant de mettre en avant «l'importance de la gestion moderne de l'entreprise par l'exploitation optimale des ressources humaines, la modernisation des mécanismes de gestion garantissant la performance de l'entité économique». Le secrétaire national chargé des relations générales à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Ahmed Guettiche, a de son côté, souligné que «l'UGTA apporte son soutien aux démarches du FCE visant la modernisation et le développement de l'entreprise économique algérienne en fonction de la stratégie du président de la République visant la création d'une entreprise économique forte et capable de relever le défi de la diversification de l'économie nationale, promouvoir l'emploi et améliorer la rentabilité productive». Placée sous le thème «Une entreprise intelligente pour une économie nouvelle», cette édition prévoit l'animation,

par les participants, hommes d'affaires, chefs d'entreprises et opérateurs économiques ainsi que des économistes, des tables rondes et débats sur la modernisation de l'entreprise économique algérienne pour se mettre au diapason des mutations économiques mondiales actuelles. «Le FCE entre développement et perspectives», «la préservation des acquis et le relèvement de défis», «des potentialités à développer : de la gestion des ressources humaines à celle des compétences», «solutions de numérisation de l'entreprise», «le développement local pour le système économique intégré», «les énergies renouvelables» et «les opportunités existantes et le défi affronté par l'entreprise algérienne, sont autant d'axes retenus au programme de cette rencontre d'une journée tenue au complexe touristique «Gazelle d'or» de la wilaya d'El-Oued.

Hafid B./APS

Fruits, légumes et produits de large consommation

La hausse des prix perdure et agace

■ Depuis des semaines, le prix des fruits et légumes et de la majorité des légumes secs connaissent une augmentation permanente. Dans la majorité des marchés de la capitale, on remarque, au moins, une augmentation de 20 et 30 DA par kilo.

Par Thinhinene Khouchi

Au grand désarroi des citoyens, les prix des aliments de large consommation ne cessent d'augmenter. En effet, depuis des semaines, le marché des fruits et légumes connaît une hausse affolante. Visiblement les commerçants se sont passé le mot, car aucun aliment n'a échappé à la hausse. Au marché Clauzel, Meissonnier, marchés de Chéraga, Ain Benian, les acheteurs se contentent de regarder les prix et un seul mot revient chez tous : «C'est trop cher». Par exemple, au marché Clauzel, du côté des légumes, la pomme de terre est affichée à 90 DA le kilo, la tomate est vendue à 85 DA chez certains tandis que d'autres l'exhibent à 120 DA. Les oignons affichés à 45 il y a une semaine sont à 75 DA le kilo aujourd'hui. La courgette qui se vendait il y a quelques jours à 60 DA, a vu son prix complètement doublé s'affichant désormais à 150 DA. Les carottes sont cédées entre 90 DA et 110 DA. La salade à 180 DA le kilo. Les navets à 75 DA, les poivrons à 100 et les haricots verts à 130 DA. Tahar, un père de famille rencontré devant un vendeur de légumes réputé à Clauzel pour ces prix inférieurs à ceux des autres vendeurs nous confie : «c'est vraiment cher, d'habitude les courgettes sont vendues maximum à 60 DA, aujourd'hui elles sont à 150 DA, la pomme de terre à 90 DA. c'est vraiment



trop, on ne peut ni manger de légumes frais ni secs car même loubya (haricots blancs) est à 250 DA». Questionnés sur les causes de cette hausse qui perdure depuis assai longtemps, les commerçants de ce marché disent ne pas être responsables de cette cherté, ils rejettent tous la faute sur les grossistes. Un des commerçants nous explique que «ce n'est pas nous les blâmes, ce sont les grossistes qui augmentent à chaque fois les prix et nous on est obligés de suivre sinon on ne gagnera rien». Même augmentation dans les prix de certains fruits, à l'image de la banane qui est proposée à 400 DA le kilo et les figues à 240

DA. Le prix de la pomme locale a lui aussi été retouché passant en quelques jours de 160 DA à 250 DA le kilo, les raisins sont affichés à 250 DA aussi. La flambée des prix a aussi touché les légumes secs car le prix de ces derniers a augmenté d'environ 10% par rapport à l'année précédente, puisque le prix des pois chiches s'élève à 290 DA le kilo, alors qu'ils se vendaient à environ 230 DA durant les mois précédents. Le prix des haricots blancs a enregistré, lui aussi, une hausse allant de 230 à 250 DA le kilo, contre 190 DA/kg pour la même période. Alors que le prix des lentilles varie entre 160 et 180 DA/kg. Le consommateur

algérien a été surpris pendant cette semaine par la hausse des prix des légumineuses. Même constat du côté des viandes ; en effet, le prix de la viande blanche est passé de 320 DA/kg il y a juste une semaine à 360 DA. La viande ovine locale est proposée à 1 450 DA et la viande bovine à 1 700 DA. De leur côté les vendeurs de couteaux affichent aussi des prix très élevés car un petit couteau est cédé entre 1 000 DA et 2 800 DA, les grands entre 500 DA à plus de 8000 DA, le vendeur nous explique que «ce sont des couteaux made in Spain !».

T. K.

Les réserves de change à 88,61 milliards de dollars

Balance des paiements, déficit en baisse

Le déficit de la balance des paiements de l'Algérie s'est réduit au 1^{er} semestre 2018 avec une baisse de plus de trois milliards de dollars par rapport à la même période de 2017. Quant aux réserves de change, or non compris, elles ont baissé à 88,61 milliards de dollars à la fin du 1^{er} semestre 2018 contre 106,3 milliards de dollars à la même période de 2017. C'est là, une information révélée hier par la Banque d'Algérie.

A ce titre, la Banque d'Algérie a souligné que le solde global de la balance des paiements, qui se compose des flux à la fois des biens (exportations et importations des marchandises), des services, des revenus, des transferts de capitaux et l'ensemble des flux (entrées et sorties) financiers réalisés entre l'Algérie et les Etats, entreprises et particuliers du monde a affiché un déficit de 7,93 milliards de dollars à la fin juin 2018 contre un déficit de 11,06 milliards de dollars à la fin juin 2017. Au total, précisera la même source, le déficit du Compte courant de la balance des paiements, qui englobe les soldes, respectivement, de la Balance commercia-

le des marchandises, du Poste des Services hors revenus des facteurs et du Poste Revenus des facteurs ainsi que des Transferts nets, s'est alors réduit à 7,48 milliards de dollars à fin juin 2018 contre un déficit de 12,12 milliards de dollars à la même période de 2017. Quant au solde du «Compte capital et opérations financières» «qui se compose essentiellement des investissements directs nets (montant des investissements en Algérie moins le montant des investissements algériens à l'étranger) ainsi que les opérations de crédits à court, moyen et long terme entre résidents et non résidents, la Banque d'Algérie informe qu'il a affiché un déficit de 447 millions de dollars à fin juin 2018 contre un excédent de 1,06 milliard de dollars à fin juin 2017.

De plus soulignant une hausse des IDE (investissements directs étrangers) qui a grimpé à 631 millions de dollars au 1^{er} semestre 2018 contre 601 millions de dollars à la même période de 2017, la Banque d'Algérie indique qu'avec le total de l'ensemble de ces opérations d'entrées et sorties de devises, le

solde global de la Balance des paiements impliquant le compte courant de la balance des paiements, le compte capital et les opérations financières, a affiché un déficit de 7,93 milliards de dollars au 1^{er} semestre 2018 contre un déficit de 11,06 milliards de dollars au même semestre de 2017.

Pourtant, observe encore la Banque d'Algérie, en dépit de la remontée du prix moyen du pétrole à près de 71 dollars durant le 1^{er} semestre 2018, et en contexte de la baisse des quantités exportées, le déficit du solde global de la balance des paiements (et corrélativement l'érosion des réserves de change) demeure encore «relativement élevé».

Nécessité d'ajustements supplémentaires pour limiter l'érosion des réserves de change

Par ailleurs, selon la même source la courbe des réserves de change, l'or n'étant pas compris, malgré une évolution à la hausse du prix du pétrole ces

derniers mois, poursuit sa dégringolade en raison notamment «de l'effet de valorisation négative de près de 790 millions de dollars, lié à l'appréciation du dollar vis-à-vis de l'euro entre janvier et juin 2018». En effet, la Banque d'Algérie relève à ce sujet une baisse de 88,61 milliards de dollars des réserves de change et ce à la fin du 1^{er} semestre 2018, contre 106,3 milliards de dollars à la même période de 2017. Ainsi, les réserves de change se sont contractées de 8,72 milliards de dollars en passant de 97,33 milliards de dollars à fin décembre 2017 à 88,61 milliards à fin juin 2018, «soit légèrement plus que le déficit du solde global de la balance des paiements», souligne la Banque d'Algérie. De ce fait, et afin de faire face aux incertitudes du marché pétrolier, aux limites observées à la compression des importations, notamment des biens de consommation alimentaires et non alimentaires, et des perspectives d'évolution des exportations hors hydrocarbures à moyen terme, la Banque d'Algérie plaide pour «des efforts supplémentaires d'ajustement, nécessaires pour rétablir les

LA QUESTION DU JOUR

Présidentielle sous haute tension

Suite de la page une

Cela dit, il ne faut jurer de rien en l'occurrence, d'autant que les indécis ont la veille encore représenté le quart des électeurs, et que Bolsonaro n'est pas seulement le candidat du tiers le plus conservateur de la société brésilienne, il est également celui du marché financier et des Etats-Unis. Lui en tout cas aime se définir comme le Trump du Brésil, comme l'ont fait deux ou trois autres avant lui en Europe, sans d'ailleurs avoir eu à le regretter. Il n'en reste pas moins que Fernando Haddad, qui cependant a été très nettement devancé dans les sondages, dispose d'un atout qui pourrait bien lui apporter au bout du compte la victoire, celui d'être le remplaçant de Lula, c'est-à-dire de l'homme qui aurait été élu s'il avait été autorisé à se présenter en personne. En somme, sa faille, celui d'être un candidat de substitution, est aussi sa force : s'il est certain que Lula l'aurait emporté, alors ses chances qu'il en fasse de même sont sérieuses. Qu'elles soient plus que cela, c'est-à-dire décisives, ne dépend pas plus de lui que de Lula, mais de l'extrême polarisation qui marque pour l'heure le Brésil, et qui en fait un pays au bord de la rupture. Plus intense est la lutte de classes aujourd'hui, plus grandes sont les chances du Parti des travailleurs de revenir au pouvoir et de prendre sa revanche. Dans le cas contraire, si Haddad n'est pas élu au deuxième tour, alors c'est le candidat d'extrême droite qui l'est à sa place, ce qui du même coup sonnera le glas non seulement du PT mais de ce qui reste de démocratie dans ce pays. Les classes populaires retomberont dans la misère, et la violence, politique et autre, atteindra des sommets. Bolsonaro est un nostalgique de la dictature militaire de triste mémoire. Or, eu égard au poids du Brésil, le bouleversement représenté par l'arrivée de ce dernier au pouvoir ne manquera pas d'avoir ses effets sur tout le continent. Sur le Venezuela voisin en premier lieu, Bolsonaro étant partisan de la manière forte contre son pouvoir légitime.

M. H.

équilibres macroéconomiques afin d'assurer la viabilité de la balance des paiements et de limiter l'érosion des réserves officielles de change». Lesquels efforts expliquera-t-elle «devraient s'intégrer dans un vaste programme de réformes structurelles pour libérer le fort potentiel de croissance de l'économie nationale et diversifier l'offre locale et les exportations de biens et services».

Lynda Naili

Ouyahia et les thèmes de l'heure

APN, Octobre 88, date de la présidentielle, Algérie-France...

■ Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia, est sorti de sa réserve et a réagi à la crise que traverse actuellement l'APN du fait du bras de fer opposant la majorité des députés (FLN, RND, MPA, Taj, Indépendants) au président Saïd Bouhadja. Ouyahia est formel : «Il n'y aura pas de dissolution de l'APN».

Par Louiza Ait Ramdane

Ainsi, pour le SG du RND, «il n'y a pas une crise qui touche le pays pour que l'Assemblée populaire nationale soit dissoute. C'est un problème entre le président de l'APN et ses collègues qui l'ont élu». «Aucune crise politique n'existe dans le pays, mais il y a un problème au sein de l'Assemblée», a-t-il déclaré, excluant absolument tout appel ou intervention de la part de la présidence de la République. «La présidence de la République n'a rien à voir dans ce qui se passe au sein de l'hémicycle du Parlement», a-t-il affirmé.

Selon Ahmed Ouyahia, ce qui se passe actuellement à l'Assemblée populaire nationale «est un problème interne qui trouvera son règlement dans le cadre interne». «Ceux qui ont



choisi Bouhadja comme président de l'APN, sont ceux qui réclament aujourd'hui son départ», a-t-il dit, rappelant que «100 députés du RND avaient signé la motion de retrait de confiance au président de l'Assemblée». Ouyahia a, en outre, fait part de son vœu de voir cette affaire prendre fin dans le calme et que le président de l'Assemblée, «le moudjahid respectable et qui s'est acquitté d'importants rôles dans sa vie de militantisme, gardera son image positive et que ce blocage au sein l'APN soit levé, tout en tirant les enseignements du message qui lui avait été adressé par 361 députés». Par ailleurs, le secrétaire général du RND a indiqué que le projet de la loi de finances n'est pas en danger, d'autant plus que la Constitution, à travers son dernier alinéa de l'article 138, stipule qu'en cas de non-adoption par le Parlement, le président de la République promulgue le projet du gouvernement par ordonnance.

L'élection présidentielle «aura

bien lieu en avril 2019»

Sur l'avenir des prochaines présidentielles, Ahmed Ouyahia rassure que la prochaine présidentielle se déroulera comme prévu en avril 2019 et que la décision d'un remaniement ministériel relève des prérogatives du président de la République. La prochaine présidentielle «aura bien lieu en avril 2019» et faire lien entre une dissolution du Parlement et des élections législatives anticipées et le report de l'élection présidentielle est «une pure illusion politique», affirme Ouyahia lors d'une conférence de presse, en marge d'une rencontre des militants du parti.

Tout remaniement ministériel relève des prérogatives du président de la République, cela n'est pas nouveau, souligne Ouyahia.

Le RND partie prenante dans le «Front populaire solide»

Ahmed Ouyahia, affirme cependant que son parti est partie prenante dans le Front populaire solide auquel a appelé le président de la République,

Abdelaziz Bouteflika, de même qu'il est un allié dans cette même initiative, avec le parti du Front de libération nationale (FLN). «Nous avons besoin de la vigilance et de la mobilisation et c'est là la portée du message du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, lorsqu'il avait prôné l'institution d'un front populaire solide dans lequel nous sommes partie prenante et allié avec le FLN. Chacun de nous a sa propre méthode et nous travaillons dans le même sens afin de concrétiser le même objectif, qui est la préservation de la paix et de la stabilité», a-t-il déclaré. Le SG du RND appelle, dans ce contexte, les militants de sa formation politique à transmettre la portée de ce message, en direction de toutes les catégories de la société, au service de la sécurité et de la stabilité du pays, d'autant plus que l'Algérie «est dans une spirale de troubles marquant son voisinage». Ouyahia a réitéré le soutien de sa formation politique à la poursuite du Président Abdelaziz Bouteflika à conduire le pays, l'exhortant à nouveau à se porter candidat à la prochaine présidentielle. Ouyahia est revenu également sur les événements

du 5 octobre 1988, affirmant qu'ils n'étaient nullement le début d'un processus démocratique, mais celui d'une «anarchie» ayant poussé le pays à aller vers un «terrorisme barbare», causant la mort de centaines d'Algériens. Il a ajouté que ces événements «n'étaient pas spontanés mais entraînent dans le cadre d'une manipulation et complot politiques», donnant pour preuves «son annonce trois jours plus tôt, suivie d'un désarmement des forces de police», affirmant qu'il viendra un jour «où tout sera écrit sur ces événements douloureux ayant endeuillé l'Algérie tout entière».

Relations algéro-françaises : appliquer la réciprocité...

Les relations entre l'Algérie et la France est l'autre sujet abordé par Ouyahia qui a tenu à rassurer qu'il n'y avait aucune crise dans les relations algéro-françaises et qu'elles étaient guidées par les intérêts des deux pays. «La partie française a pris une décision concernant la surveillance du siège de l'ambassade (d'Algérie), et nous avons agi par la réciprocité. Ils observent une certaine politique concernant la question des visas, et si cela continue, nous ferons prévaloir la réciprocité», a-t-il affirmé. «Le climat est normal et les relations bilatérales n'ont jamais été des rapports de cadeaux. L'Algérie gère ses intérêts et la France également», a-t-il soutenu. Commentant les déclarations de l'ancien ambassadeur de France en Algérie, Bernard Bajolet, Ouyahia affirme qu'il a déversé son fiel, y compris au sujet de la question de changement de générations en Algérie. Le SG du RND déclare aussi qu'«il existe en France des parties qui veulent édifier des relations avec l'Algérie, mais aussi des haineux qui veulent les détruire, et Bajolet en fait partie». L. A. R.

Événements du 5 octobre 1988 à Béjaïa

Rassemblement à la mémoire des victimes

Un rassemblement a été organisé vendredi sur l'esplanade de la maison de la culture de Béjaïa, à la mémoire des victimes des événements du 5 octobre 1988. Ont participé à ce meeting une cinquantaine de personnes issues de plusieurs organisations non gouvernementales dont la Ligue de défense des droits de l'homme (Laddh), l'Association des victimes d'octobre (AVO) de Béjaïa, le Rassemblement actions jeunesse (RAJ), Amnesty Internationale et le Comité de solidarité avec les travailleurs (CST). Une gerbe de fleurs a été déposée par les participants au pied de la stèle érigée sur l'esplanade à la mémoire des victimes de ces tragiques événements et représentant une bougie, et ce, en présence de

quelques parents et proches des victimes. Elle a été suivie d'une minute de silence. «Le but de la commémoration de ces événements, selon ses initiateurs, est de rendre hommage à toutes les victimes martyrs de la démocratie et les libertés, et de relancer une dynamique citoyenne pour la réappropriation des acquis démocratiques, sociaux et des libertés fondamentales chèrement arrachés», explique-t-on. Brandissant des pancartes, les manifestants ont exigé la libération de tous les détenus d'opinion, dont Saïd Chitour et Merzouk Touati qui croupissent en prison. Ils ont également réitéré la revendication principale des blessés qui consiste en «la reconnaissance officielle de la journée du 5 octobre et l'indemnisation de toutes les vic-

times de la démocratie». Quelques éléments de ce groupe de fidèles se sont relayés au micro. Un animateur de l'Association des victimes d'octobre 1988 a rappelé à qui veut l'entendre, notamment aux partis politiques, que c'est grâce à ces événements qu'ils doivent leur existence. Il a dénoncé le déni qui entoure ces événements et surtout sur les droits des victimes et leurs ayants droit. Il a demandé à l'Etat de «se pencher sur ce dossier», regrettant que les victimes de ces événements soient assimilées, jusqu'à présent, à des victimes d'accident de travail. Notons que quelques élus et représentants de partis ont pris part à cette manifestation.

H. Cherfa

Partis/Activité

Le FFS plaide pour la consécration du 5 octobre «journée des libertés»

Le Front des forces socialistes (FFS) a plaidé, hier à Boghni (38 km au sud-ouest de Tizi Ourzouk), pour la consécration de la journée du 5 octobre «journée des libertés».

Les événements d'octobre 1988 n'étaient ni «spontanés» ni «une manipulation», a considéré Ali Laskri, membre de l'instance présidentielle de ce parti, qui a appelé lors d'un meeting célébrant la fondation du FFS et ces événements, à consacrer la journée du 5 octobre 1988 «journée des libertés».

«Ce n'était pas une révolte spontanée ni une manipulation, mais l'expression du ras-le-bol

des Algériens face au chômage et au mépris qu'ils vivaient, et aussi le cumul des luttes qui ont précédé ces événements», a souligné Laskri.

Établissant un parallèle entre la fondation du FFS et ces événements, M.Laskri a fait état d'une «convergence d'idéaux» qui ont guidé les deux événements.

«La création du FFS comme les événements d'octobre 1988 sont guidés par les mêmes idéaux de démocratie, de justice sociale, de respect des libertés et de l'instauration d'un Etat de droit en Algérie», a-t-il déclaré.

Hani Y.

Pétrole

Le prix du panier de l'Opep grimpe à plus de 84 dollars le baril

■ Le prix du panier de référence du brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est établi à 84,09 dollars le baril jeudi, contre 83,64 dollars mercredi, a indiqué l'Organisation sur son site web.

Par Faiza O.

Introduit en 2005, le panier de référence des pétroles bruts de l'Opep comprend le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djeno (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), l'Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Qatar Marin (Qatar), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (UAE) et le Mery (Venezuela). Les cours du pétrole ont terminé la semaine en baisse, marquant une pause à la fin d'une semaine au cours de laquelle les prix ont grimpé à leur plus haut niveau en quatre ans face à la crainte de voir l'Iran exclu du marché. A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre a cédé 42 cents pour finir à 84,16 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE). Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI)



PH. > D. R.

pour le contrat de novembre s'est apprécié de 1 cent pour clôturer à 74,34 dollars. Le pétrole signe ainsi sa quatrième semaine consécutive de hausse,

le Brent ayant gagné 1,7% depuis vendredi dernier et le WTI 1,5%. Surtout, les barils se sont hissés mercredi en séance à des niveaux plus vus depuis fin

2014, à 86,74 dollars pour le Brent et à 76,90 dollars pour le WTI. Le marché reste dominé par les interrogations sur l'impact des sanctions américaines

contre l'Iran, selon des analystes. A partir de début novembre, Washington sanctionnera en effet toute entreprise qui importera du pétrole iranien, ce qui a déjà conduit une grande partie des acheteurs à se détourner de l'or noir venu du troisième plus grand producteur de l'Organisation. D'autre part, les ministres de l'Energie de la Russie et de l'Arabie saoudite, deux des trois plus grands producteurs mondiaux, ont affirmé mercredi produire à des niveaux records. Pour rappel, l'Opep et ses partenaires, dont la Russie, n'ont pas annoncé de hausse de leur production lors de la réunion du Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord de réduction de la production pétrolière des pays de l'Opep et non-Opep (JMMC), fin septembre à Alger. Les pays participant à la Déclaration de coopération avaient atteint un niveau de conformité de 129% en août 2018 et de 109% en juillet 2018. La prochaine réunion du JMMC est prévue pour le 11 novembre 2018 à Abu Dhabi, aux Emirats arabes unis.

F. O./APS

Brexit

Les chances de rapprochement entre l'UE et la Grande-Bretagne augmentent

Les chances d'un «rapprochement» entre l'Union européenne (UE) et la Grande-Bretagne dans les négociations sur le Brexit ont «augmenté» ces derniers jours, a estimé le président de la Commission européenne, affirmant qu'un accord sera trouvé au mois d'octobre ou novembre prochain. Dans une interview publiée hier au quotidien autrichien «Standard», Jean-Claude Juncker a indiqué qu'il avait «des raisons de penser que le potentiel de rapprochement entre les deux parties a augmenté ces derniers jours». «Je pense que nous devons prendre nos distances avec le scénario d'un «no deal», a encore déclaré le patron de l'exécutif européen dans le «Standard», «partant du principe qu'un accord sera trouvé». «Nous n'en sommes pas là. Mais notre volonté est intacte», a ajouté le président de l'exécutif européen. Lors de cette interview accordée aussi à plusieurs médias autrichiens, le respon-

sable a toutefois souligné qu'un accord sera conclu «au mois d'octobre ou novembre». Juncker confie aussi «ses regrets» que la Commission ne soit pas davantage intervenue pour faire valoir ses arguments contre un Brexit (sortie de l'UE), au moment de la campagne du référendum britannique sur la sortie de l'UE. «Le gouvernement Cameron m'avait prié de ne pas intervenir dans la campagne du référendum de 2016. Je regrette que la Commission ait suivi la volonté britannique (...), a encore expliqué le président de la Commission européenne. «Les véritables questions auraient peut-être été mises sur la table», a-t-il martelé, ajoutant que «nous pouvions déjà voir clairement à quels erreurs et errements ce vote regrettable des Britanniques allaient conduire». Jeudi, le chef de la Commission a appelé lors d'un discours à Vienne, à l'occasion d'une cérémonie organisée dans le cadre

des célébrations du centenaire de la République autrichienne, à combattre le «nationalisme borné» tant qu'il en est «enro- pe temps», à huit mois d'élections européennes où les eurosceptiques espèrent réaliser une forte poussée. La Première ministre britannique Theresa May s'est efforcée cette semaine, lors d'un congrès du Parti conservateur, de rassembler ses troupes autour de sa vision du Brexit, dont les négociations avec les 27 ont pris un tour houleux lors d'un sommet à Salzbourg fin septembre. Une rencontre décisive est prévue entre la Première ministre britannique Theresa May et ses homologues de l'UE le 17 octobre prochain. Européens et Britanniques espèrent parvenir d'ici à novembre à un accord sur les modalités du départ du Royaume-Uni, prévu le 29 mars 2019, ainsi que sur une déclaration fixant le cadre de leur future relation.

S. Y.

Gabon

La BAD octroie 75,4 millions d'euros

La Banque africaine de développement (BAD) a octroyé 75,4 millions d'euros au Gabon, pour assurer un accès universel durable à l'eau potable, à l'horizon 2025, a indiqué cette institution sur son site web. «La Banque africaine de développement va appuyer le Gabon à résorber le déficit en eau potable de 50 000 m³ par jour, du Grand Libreville, comprenant les communes de Libreville, d'Akanda, d'Owendo et de Ntoun. A cet effet, le Conseil d'administration de la Banque a approuvé un prêt de 75,4 millions d'euros au pays», a précisé la BAD. Le projet, d'un coût total de 117,4 mil-

lions d'euros, cofinancé avec le fonds chinois «African Growing Together Fund - AGTF» pour 42 millions d'euros, est destiné au financement du Premier sous-programme intégré pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement de Libreville, volet eau potable qui prévoit le développement des infrastructures d'approvisionnement en eau potable (AEP) de la capitale gabonaise et de ses environs, détaille la banque africaine. Celui-ci comprend le renouvellement de 149 km du réseau d'AEP de Libreville, le renforcement et l'extension de 131 km du réseau d'AEP de Libreville et la

réparation des fuites dans les bâtiments administratifs. La réalisation du projet devrait permettre à faire passer le taux d'accès à l'eau potable aux populations, de 25% à 85% en zone rurale, de 45 à 95% en zone urbaine. Quant à l'assainissement, le taux passera de 10 à 80% en zone rurale et de 32 à 80% en zone urbaine, selon la BAD. Ainsi, quelque 920 000 habitants du Grand Libreville bénéficieront d'un approvisionnement régulier en eau potable et en quantité suffisante. En outre, les femmes devraient passer moins de temps à recueillir de l'eau, souvent obligées d'at-

tendre des longues heures dans la nuit pour s'approvisionner. Enfin, les ménages feront des économies à la suite de la réduction des maladies d'origine hydrique et du paludisme. Avec un portefeuille actif estimé à 763,3 millions d'euros, le Gabon fait partie des trois principaux clients de la Banque. Les activités financées par la Banque au Gabon dans le cadre de son Document de stratégie pays (DSP) pour la période 2016-2020 sont en cohérence avec le Plan stratégique Gabon Emergent (PSGE) et les «High 5» de la Banque.

H. A./Agences

Changes

Le peso argentin rebondit après l'accord avec le FMI

LE PESO argentin, qui a perdu 50% de sa valeur cette année, s'est bien repris cette semaine en s'appréciant de 7,48% face au dollar, après l'accord conclu entre l'Argentine et le Fonds monétaire international (FMI). Lundi, l'Argentine a mis en œuvre une nouvelle politique monétaire, décidée avec le FMI. Le 26 septembre, le FMI a annoncé avoir revu à la hausse le programme d'aide à l'Argentine, portant de 50 à 57 milliards de dollars, le montant du prêt. L'Argentine s'est engagée à maintenir en l'état la masse monétaire en circulation et à instaurer un encadrement du taux de change peso-dollar pour que le dollar reste dans une fenêtre comprise entre 34 et 44 pesos. Vendredi, le dollar s'échangeait contre 38,90 pesos sur le marché des changes à Buenos Aires, après avoir presque atteint 42 pesos la semaine dernière. Pour endiguer la chute du peso, la Banque centrale de la République d'Argentine (BCRA) a émis des titres en pesos à court terme, les Leliq, en proposant un taux d'intérêt annuel de 74%. R. E.

Tipaza / Programme AADL 2

Plus de 3 000 souscripteurs pour le choix de 5 sites

■ Plus de 3 000 souscripteurs au programme location-vente (AADL 2) à Tipaza ont entamé la deuxième opération de choix des sites, lancée jeudi à travers un nombre de wilayas du pays, via le site électronique de l'Agence de l'amélioration et du développement du logement (AADL), ont indiqué les services de la wilaya.

Par Amel H.

L'AADL a mis cinq sites à la disposition des souscripteurs de cette formule, au titre du programme 2013, estimés à 3 033 souscripteurs dans les communes de Tipaza (1 500 unités), Cherchell (1 033), Hadjout (200), Merad (200) et Ain Tagourait (100), ont ajouté les mêmes services. Intervenant après celle du mois de décembre de l'année passée où 4550 souscripteurs ont pu choisir leurs sites au niveau des communes de Tipaza et de Bousmail, cette opération a sus-

cité un sentiment d'inquiétude chez certains souscripteurs, en raison de la difficulté d'accéder au site électronique ou la réception d'un message les informant de leur programmation prochaine, selon les échos reçus par l'APS. Après l'achèvement de cette deuxième opération, le taux des souscripteurs de la wilaya de Tipaza qui auront choisi leurs sites atteindra 90%, en attendant le lancement de la troisième et dernière opération qui permettra de clore définitivement le dossier AADL2, sachant que la wilaya de Tipaza a été l'une des premières à avoir fini avec le programme AADL1. Dans le même contexte,



Tipaza est l'une des premières wilayas ayant réalisé une avancée considérable dans le programme AADL2, en dépit du retard accusé dans le lancement des travaux dès 2017, a précisé la même source, ajoutant que

les travaux au niveau des chantiers avancent bien, notamment les sites de Tipaza ville et de Bousmail, afin de rattraper le retard. A noter que le ministère de l'Habitat avait donné son accord de principe pour la

consécration de 2000 unités de logements supplémentaires au programme AADL2, à même de permettre à la wilaya de Tipaza de répondre aux demandes des souscripteurs dont le nombre dépasse 12500, en sus des travaux en cours pour la réalisation de 10 500 unités dans le cadre du programme AADL 2013, réparties sur divers sites, principalement au centre-ville de Tipaza qui compte, à lui seul, près de 5500 unités réparties sur trois sites.

A. H.

Plus de 280 titres fonciers remis à leurs bénéficiaires à Zaouia El-Abidia

Plus de 282 titres de propriété foncière ont été remis aux bénéficiaires de parcelles de terrain à bâtir dans la commune de Zaouia El-Abidia, wilaya déléguée de Touggourt, dans le cadre des lotissements sociaux, a-t-on appris des responsables de cette commune. Faisant partie d'un total de 370 parcelles attribuées dans la zone d'El-Hedada, au quartier «5-Juillet», cette opération a donné lieu également à l'assainissement du fichier foncier et l'annulation de 26 titres après examen des recours introduits contre 88 bénéficiaires.

Les responsables de la commune ont également fait part de l'achèvement des travaux de viabilisation et de délimitation des

ilots, et le choix des entreprises devant lancer prochainement les travaux de réalisation des réseaux d'eau potable et d'assai-

nissement. La zone d'El-Hedada, commune de Zaouia El-Abidia, dispose également d'une surface totalisant 350 autres parcelles de

terrain à bâtir à attribuer ultérieurement à leurs bénéficiaires.

Hocine A./APS

Ouargla

Nécessité de rationaliser l'eau d'irrigation

L'eau d'irrigation doit être utilisée de manière rationnelle, a affirmé à M'sila, le wali Hadj Mokdad, lors de l'ouverture d'une exposition des produits agricoles, organisée dans la zone industrielle du chef-lieu de wilaya. L'exploitation excessive en agriculture des eaux souterraines a conduit à la baisse du niveau de la nappe phréatique et a imposé la régulation de l'octroi des autorisations de forage soumises désormais à de «fermes procédures», a souligné le responsable de l'exécutif local. L'étude des dossiers agriculteurs souhaitant le fonçage de forages d'irri-

gation est confiée à une commission de la direction des ressources en eau qui tient compte des sites d'interdiction de forage qui sont les zones réservées à l'alimentation en eau potable ainsi que du degré de besoin des agriculteurs, a ajouté le wali. Il a également fait savoir qu'à l'avenir, les cultures de certains fruits consommateurs d'eau comme les pastèques seront interdits comparativement à d'autres fruits, tout en continuant l'accompagnement des cultures céréalières et des légumes secs. Le wali a aussi exhorté les jeunes à investir dans les activités en relation

avec l'agriculture, dont le stockage notamment, dans les futures zones d'activités en cours d'aménagement dans la wilaya. Apiculteurs, oléiculteurs, aviculteurs, myciculteurs et producteurs de fourrages verts ont participé à l'exposition. Les services agricoles ont souligné à l'occasion le «bond qualitatif» réalisé par la plasticulture qui exploite plus de 2 000 serres de production de légumes contre à peine une centaine il y a quelques années.

F.S.

Mostaganem

22 millions DA pour la protection du pôle urbain de Salamandre

Une enveloppe de 22 millions DA est allouée pour la protection du pôle urbain de Salamandre (Mostaganem) contre les inondations, a-t-on appris du directeur de wilaya des

ressources en eau. Cette opération d'urgence touchant notamment la façade maritime «Ahmed Benbella» et le port de plaisance et de pêche de Salamandre permettra de traiter les points noirs

enregistrés lors des averses au début du mois de septembre dernier. Elle prévoit le drainage des eaux cumulées des unités industrielles limitrophes à la coopérative «El Mersa» à l'ouest de

Salamandre et la réalisation d'un grand collecteur et d'un canal de pompage vers la station de traitement des eaux usées de «Sablettes» dans 3 à 4 semaines pour un coût de 12 millions DA.

Une autre canalisation de drainage d'eaux collectées sera réalisée à la façade maritime et son pompage vers le bassin du port de Salamandre pour 10 millions DA, a-t-on indiqué. Moussa Lebgaï a fait savoir que le bureau des études chargé de la réalisation du schéma directeur d'assainissement de la wilaya de Mostaganem s'occupe régulièrement du traitement des points noirs enregistrés à chaque précipitation. Le pôle urbain de Kharouba à l'est de Mostaganem avait bénéficié d'un projet similaire pour la protection des cités d'habitation contre les risques d'inondations et de déversement des eaux usées vers la façade maritime de Sidi Madjdoub, dont les travaux ont été achevés.

T.KH.

Adrar

Remplacement de pylônes de haute tension affectés lors des dernières intempéries

Des pylônes électriques de haute tension, tombés lors des intempéries ayant affecté dernièrement la région d'Adrar, ont été remplacés, a-t-on appris auprès de la société de gestion du réseau de transport de l'électricité (GRTE, filiale du groupe Sonelgaz). Cette chute de pylônes est le deuxième cas enregistré en la matière après un premier cas relevé au Nord du pays il y a plusieurs années, reflétant la force des dernières intempéries (pluies et vents violents)

ayant frappé la région d'Adrar dernièrement, a précisé le responsable de l'antenne locale de la société, Abdelaziz Berkani. Il s'agit de deux pylônes de haute tension qui ont été remis en place en un temps record, à travers l'installation d'une cellule de crise et la mobilisation aussitôt d'équipes techniques issues de différentes régions du pays, en application des orientations du P-dg du groupe, qui ont procédé à la remise en place de ces supports selon une technique moderne dite

«Pylône Haubané», utilisée pour la première fois, a expliqué le responsable. La société est parvenue à rétablir l'électricité, dont avaient été privés quelques 20 000 clients de Sonelgaz suite à ces intempéries, à travers le recours à des procédures d'urgence, par la mise en place d'un transformateur à Zaouiet-Kounta et des équipements d'accroissement de la puissance électrique, a-t-il expliqué.

R.R.

Sahara occidental

L'ONU s'inquiète du blocus politico-médiatique imposé par le Maroc

■ Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a indiqué que le Haut-commissariat aux droits de l'homme (HCDH) est préoccupé par «le contrôle excessif» auquel sont soumis les militants des droits de l'homme et les journalistes dans les territoires sahraouis occupés.

Par Mondji B.



«Les autorités marocaines continuent de restreindre l'accès au Sahara occidental aux visiteurs étrangers, y compris aux journalistes et aux avocats du Maroc», relève le SG de l'ONU dans son rapport préliminaire sur le Sahara occidental qui sera discuté dans les prochains jours au Conseil de sécurité.

Durant la période couverte par ledit rapport, Guterres indique que le HCDH a reçu plusieurs rapports sur la répression des manifestations revendiquant le droit du peuple saharoui à l'autodétermination, ainsi que la ces-

sation du pillage des ressources naturelles. Selon l'ONU, Le Haut-commissariat continue de recevoir des rapports sur l'impunité des auteurs des violations perpétrées contre les Sahraouis en particulier sur les arrestations arbitraires et les actes de torture et mauvais traitements infligés aux détenus. Faisant écho des rencontres de l'envoyé personnel Horst Kohler avec les représentants de la société civile à Laayoune et à Dakhla, le secrétaire général évoque «la frustration» des Sahraouis à l'égard des

politiques discriminatoires du Maroc. L'échange entre Horst Kohler et les représentants de la société civile dans ces deux villes occupées a mis à nu le mensonge sur les projets d'investissement du Maroc prétendument présentés comme des programmes de développement des territoires sahraouis.

«Les représentants de la société civile ont exprimé leur inquiétude face aux projets de développement financés par le Maroc sur le territoire, affirmant qu'ils ne profitaient pas à la popu-

lation autochtone sahraouie», note le rapport. Ces mêmes représentants «ont exprimé leur frustration à l'égard des politiques discriminatoires qui les empêchent d'accéder à des emplois et à des opportunités économiques et restreignent leur liberté d'exprimer leurs opinions politiques», rapporte l'ONU. Les ONG n'ont pas été épargnées par ce système répressif, se déclarant préoccupées pour leur propre sécurité après les violations commises à leur rencontre par la police marocai-

ne, précise l'ONU. «Ces ONG sont unanimes en déclarant que l'autodétermination était le seul moyen de résoudre le conflit», souligne l'ONU. Les Sahraouis de Laayoune et Dakhla ont réaffirmé au médiateur onusien, à l'occasion de ces rencontres, que les soi-disant «élus» de ces territoires ne représentaient pas le peuple sahraoui mais plutôt une élite minoritaire qui bénéficie d'importants privilèges économiques.

Ces préoccupations ont été soulevées par le président Brahim Ghali lors de sa rencontre avec Kohler en juin dernier à Rabouni.

Le président Ghali a exprimé son inquiétude à l'égard de la politique de colonisation que le Maroc est en train de mener au Sahara occidental.

Ces colonies de peuplement et la nouvelle configuration administrative sont en train de changer la composition démographique au Sahara occidental, constate le rapport.

R. M.

M. B./APS

Mexique

Le président du Sénat et le représentant du Polisario examinent les développements du conflit au Sahara occidental

Le président du Sénat mexicain, Martin Patris Guadarrama, a rencontré jeudi le représentant du Front Polisario au Mexique, Ahmed Moulay Ali, avec lequel il a débattu du conflit que connaît le Sahara occidental, des efforts déployés par les Nations unies pour y pallier, ainsi que des obstacles posés par l'occupant marocain entravant le processus de paix.

La rencontre, tenue aujourd'hui entre les deux responsables, s'est articulée autour de la situation actuelle du conflit du Sahara occidental, notamment les efforts des Nations unies à travers l'émissaire Horst Kohler, a indiqué l'agence de presse sahraouie (SPS). Les deux responsables ont traité également

des obstacles posés par l'occupant marocain entravant le processus de paix, en sus de l'absence d'une volonté politique du Maroc à négocier le règlement de ce conflit et garantir au peuple saharien d'exercer son

droit à l'autodétermination conformément à la Charte et résolutions onusiennes. Lors de cette rencontre, le président du Sénat mexicain et le représentant du Front Polisario ont débattu de la situation déplorable des

droits de l'homme dans les territoires occupés du Sahara occidental, du pillage systématique des richesses sahariennes par l'occupant marocain, a-t-on ajouté de même source.

Tunisie

L'état d'urgence prolongé d'un mois

La Présidence tunisienne a annoncé vendredi la prolongation jusqu'au 6 novembre de l'état d'urgence en vigueur en Tunisie depuis une série d'attaques terroristes sanglantes en 2015. Sans donner d'explications sur les raisons de cette prolongation, la Présidence indique que le chef de l'Etat Béji Caïd Essebsi a pris cette décision à la suite d'un entretien avec les ministres de la Défense et de l'Intérieur. Ils ont parlé de «la

situation sécuritaire et militaire dans le pays et sur les frontières», précise la Présidence dans un communiqué. Selon la même source, le président tunisien a également consulté le Premier ministre, Youssef Chahed. L'état d'urgence avait été proclamé dans tout le pays le 24 novembre 2015 après un attentat terroriste contre un bus de la sécurité présidentielle en plein Tunis, qui avait fait 12 morts. L'année 2015 avait été aussi marquée

par deux autres attentats sanglants contre des touristes au musée de Bardo à Tunis et dans une zone touristique de Sousse (Est) qui avaient fait au total 60 morts (59 touristes et un policier). La dernière attaque de grande ampleur en Tunisie remonte à plus de deux ans et demi, en mars 2016, lorsque des dizaines de terroristes avaient attaqué des installations sécuritaires à Ben Guerdane (sud), à la frontière avec la Libye. Samir T.

Coopération

Bedoui participe à Tunis aux travaux du Comité bilatéral algéro-tunisien

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, a entamé samedi une visite officielle en Tunisie, où il a présidé en compagnie de son homologue tunisien Hichem Fourati, les travaux du Comité bilatéral algéro-tunisien, englobant une rencontre avec les walis des régions fron-

tières des deux pays, a indiqué un communiqué du ministère. Le développement des régions frontalières a toujours été au centre des différentes rencontres bilatérales, notamment celle de la Grande commission mixte dont la 21^e session, tenue en Tunisie en mars 2017 a été couronnée par un accord sur le projet «d'approvi-

sionnement de la région tunisienne de Sakiet Sidi Youcef en gaz algérien». Dans l'objectif de relancer le développement aux frontières communes des deux pays, les deux parties aspirent à l'exploitation des ressources naturelles que recèlent les régions frontalières et ce, «afin de relancer un nouveau partenariat en vue de valoriser les

ressources minières disponibles et créer des activités industrielles permanentes autour des grands projets». Parmi les domaines de coopération devant être renforcés par les deux parties, il y a lieu de citer l'exploitation des interconnexions électriques entre les deux pays, l'examen de la possibilité d'augmenter le seuil de

transit de l'énergie et de développer les échanges commerciaux en matière d'électricité ainsi que les échanges d'expérience en matière de raccordement des régions isolées et frontalières aux réseaux d'électricité et de gaz, conformément aux conclusions du Comité bilatéral Energie algéro-tunisien.

M. L.



Corée du Nord

Pompeo espère des progrès pour un nouveau sommet Trump-Kim

■ Le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, a déclaré hier qu'il espérait accélérer l'organisation d'un deuxième sommet entre Kim Jong Un et Donald Trump au début de sa visite en Asie, qui sera marquée par une rencontre avec le leader nord-coréen.

Par Rima C.

Mike Pompeo est arrivé à Tokyo, première étape d'une tournée qui le conduira à Pyongyang pour la quatrième fois alors qu'un possible accord historique entre les États-Unis et la Corée du Nord prend forme. États-Unis et Japon ont une «vision totalement coordonnée et unie sur la façon de procéder, ce qui sera nécessaire si nous voulons réussir à dénucléariser la Corée du Nord», a-t-il déclaré lors d'un entretien avec le Premier ministre Shinzo Abe. Le Japon est historiquement partisan d'une ligne dure sur la Corée du Nord et insiste pour maintenir la pression sur le régime nord-coréen, qui a tiré à plu-

sieurs reprises des missiles au-dessus du territoire japonais et menacé de l'anéantir. Pour le chef de la diplomatie américaine, il est important que Washington et Tokyo soient «*totalelement synchronisés*» avant sa rencontre avec Kim Jong Un. Shinzo Abe a de son côté appelé à une «*coordination*» entre les deux alliés. Mike Pompeo a également indiqué qu'il évoquerait à Pyongyang la question des enlèvements de citoyens japonais par des agents nord-coréens il y a plusieurs décennies, qui reste très sensible au Japon.

En parlant aux journalistes dans son avion en route vers Tokyo depuis les États-Unis, M. Pompeo avait expliqué que son objectif était de «*développer suffisamment de confiance*» avec la

Corée du Nord pour avancer vers la paix. «*Et nous allons aussi organiser le prochain sommet*», a-t-il affirmé. Le premier sommet a eu lieu en juin à Singapour. Toutefois, M. Pompeo a relativisé l'éventualité d'une percée majeure : «*Je doute que nous allons tout régler mais commençons à développer des options pour (établir) l'endroit et la date d'une nouvelle rencontre entre le président Kim et le président (Donald Trump)*». «*Peut-être irons-nous plus loin que cela*», a-t-il ajouté. Les formulations diplomatiques du secrétaire d'État sont aussi prudentes que sont enthousiastes celles de son président, «*tombé amoureux*» de l'homme fort de Pyongyang après avoir annoncé un peu vite la fin de la menace atomique nord-coréenne. Mais pour Mike Pompeo, l'enjeu est de taille : début juillet, son précédent voyage avait été un échec, et un autre déplacement avait dû être annulé fin août face à l'impasse dans les négociations. Depuis, Kim Jong Un a promis le démantèlement d'un site balistique en présence d'inspecteurs étrangers, et, surtout, la fermeture de son complexe nucléaire de Yongbyon, à condition toutefois que Washington prenne des «*mesures correspondantes*». Ces premiers gestes concrets – ainsi que des lettres



F. A. D. R.

jugées «*magnifiques*» et «*extraordinaires*» par le président Trump – ont permis de renouer le dialogue. Il reste à savoir si ce sera suffisant pour transformer les engagements vagues du dirigeant nord-coréen en un accord détaillé sur la «*dénucléarisation définitive et entièrement vérifiée*» que Washington appelle de ses vœux. Mike Pompeo refuse de commenter les différentes options sur la table et assure que

les discussions avancent en coulisses. Mais les grands traits d'un échange donnant-donnant commencent à se dessiner. La Corée du Sud, en première ligne depuis le début du réchauffement spectaculaire qui a permis de tourner la page d'une année 2017 rythmée par les échanges d'invectives et les menaces atomiques, a publiquement présenté sa proposition. **R. C.**



Points chauds

Désamour

Par Fouzia Mahmoudi

Il y a une semaine, Gérard Collomb, le ministre français de l'Intérieur, présentait sa très médiatisée démission au président Emmanuel Macron. Son souhait : quitter la place Beauvau pour retrouver la mairie de Lyon qu'il a occupée de 2001 à 2017. Dans la foulée, l'actuel maire de la troisième ville de France, un proche de l'ancien ministre, a déposé sa démission pour laisser la place vacante à Gérard Collomb. Mais ce jeu de chaises musicales politiciennes est loin de plaire aux Lyonnais qui sont aujourd'hui une majorité à rejeter l'ex-«*premier flic*» de France. En effet, un sondage publié par Lyon Capitale et Sud Radio vient confirmer la défiance des Lyonnais à l'égard de celui qu'ils ont pourtant élu sans discontinuer pendant plus de 15 ans. Selon cette enquête réalisée du 28 septembre au 3 octobre, soit au moment de sa démission fracassante du gouvernement et de son retour à Lyon, 57% des Lyonnais «*souhaitent que Gérard Collomb laisse la place à une autre personnalité pour conduire la liste de la majorité municipale*». Ils ne sont que 35% à vouloir qu'il se présente à nouveau aux municipales de 2020 pour solliciter un quatrième mandat. Quant à savoir qui parmi ces Lyonnais sont désormais réticents à une candidature Collomb, il semblerait, selon le même sondage, qu'ils se compteraient parmi ses anciens supporters. Quarante-sept pour cent des Lyonnais qui ont voté Collomb en 2014 ne seraient ainsi plus enclins à donner une nouvelle fois leurs voix à leur ancien maire. Un désamour important, même s'ils sont encore 51% parmi les anciens collombistes à espérer son retour. Alors que Gérard Collomb brandit la menace de Laurent Wauquiez, plus populaire que lui ces derniers mois dans la troisième métropole, pour justifier son retour, il semblerait que l'ancien socialiste soit surtout menacé sur sa gauche. Soixante-six pour cent des électeurs de La France insoumise, 77% des électeurs du PS et 50% des électeurs de La République en marche se déclarent aujourd'hui hostiles à une candidature Collomb. Au premier tour des élections municipales, Gérard Collomb arriverait pourtant en tête avec 31% des suffrages, devant le LR Étienne Blanc (18%), les écologistes (16%), La France insoumise (14%) et les socialistes (10%). Mais, rassemblée, la gauche pèse au premier tour un total de 34% des suffrages. David Kimelfeld, qui a succédé à Gérard Collomb dans le fauteuil de président de la Métropole de Lyon, apparaît aujourd'hui comme son principal challenger. Il réaliserait 27% au premier tour s'il représentait la majorité municipale et LREM. Dans la même configuration, Georges Képénékian, qui a remplacé Gérard Collomb dans le fauteuil de maire de Lyon pendant son passage au gouvernement, arriverait également en tête avec 28% des suffrages au premier tour. À peine rentré à Lyon, Gérard Collomb a indiqué qu'il ne partirait pas aux élections sous l'étiquette LREM, le parti présidentiel qu'il a pourtant activement participé à construire. Il lui préférerait, comme à son habitude, son propre label afin de réaliser un rassemblement local le plus large possible. Reste à savoir si le pari de l'ex-ministre de Macron sera gagnant ou si en plus de perdre sa position de membre du gouvernement, Collomb se retrouvera aussi sans mandat. **F. M.**

Chine

Pékin garde le silence sur la disparition du président chinois d'Interpol

La Chine gardait le silence hier lors de la disparition de Meng Hongwei, le président chinois de l'organisation de coopération policière Interpol également vice-ministre chinois de la Sécurité publique. Le ministère chinois des Affaires étrangères n'a pas répondu aux demandes de l'AFP. Meng Hongwei fait l'objet d'une enquête en Chine et aurait été «*emmené*» par les autorités «*dès son atterrissage*» dans son pays la semaine dernière pour des motifs encore flous, a affirmé vendredi le quotidien de Hong Kong en langue anglaise «*South China Morning Post*», citant une source anonyme. Une enquête pour disparition a été ouverte en France vendredi – le siège d'Interpol se trouve à Lyon – et Paris a fait part de son «*interrogation*» sur la situation de M. Meng, âgé de 64 ans, se disant «*préoccupée*» par des menaces reçues par son épouse. «*Interrogées par le bureau de liaison d'Interpol à Pékin, les autorités chinoises n'ont pour l'instant pas apporté de précisions*», a ajouté le ministère français de l'Intérieur. «*Les échanges se poursuivent avec les autorités chinoises*».

L'épouse de M. Meng a informé jeudi soir la police de Lyon (centre-est de la France), où réside le couple, de la disparition «*inquiétante*» de son mari, se disant sans nouvelles de lui depuis le 25 septembre. Quelques jours auparavant, selon des sources concordantes, il avait rejoint la Chine en avion depuis Stockholm. Pour sa part, Interpol s'est borné à indiquer que «*cette affaire concerne les autorités compétentes en France et en Chine*». C'est l'Allemand Jürgen Stock, son secrétaire général, et non Meng Hongwei, qui est chargé de la conduite de l'organisation au quotidien, a souligné Interpol. Il s'agit de la dernière disparition en date d'un haut responsable en Chine où plusieurs dirigeants gouvernementaux, magnats et même une star se sont évaporés des semaines, voire des mois, durant. Des interrogations se multipliaient pour savoir si M. Meng, élu fin 2016 à la tête d'Interpol, aurait été victime de la campagne anticorruption lancée par le président Xi Jinping depuis son arrivée au pouvoir en 2012. Selon des chiffres officiels, 1,5 million de responsables ont

déjà été poursuivis dans le cadre de cette campagne soupçonnée de viser aussi des opposants. La Chine s'est dotée en mars d'un nouvel organe extra-judiciaire, la «*Commission nationale de supervision*» (CNS), pour élargir à toute la fonction publique la chasse aux corrompus. Les défenseurs des droits de l'homme se sont inquiétés de voir ainsi donner une façade légale à une répression qui s'est traduite par des détentions secrètes et des accusations de torture. La CNS est autorisée à interroger des suspects pendant six mois. Les proches des personnes arrêtées doivent être avertis dans les 24 heures sauf si cela «*risque de nuire à l'enquête*». Les raisons d'une enquête visant M. Meng ne sont pas claires. Il a gravi les échelons de l'appareil sécuritaire du pays au temps où celui-ci était dirigé par un rival de M. Xi, Zhou Yongkang, qui purge actuellement une peine de prison à perpétuité. M. Zhou, condamné en juin 2015 pour corruption, abus de pouvoir et divulgation de «*secrets d'État*», est le personnage le plus haut placé du régime chinois victime de la campagne anticorruption.



Opéra d'Alger

Festival international de musique symphonique

■ La ville d'Alger s'apprête à accueillir la dixième édition du Festival international de musique symphonique, au bonheur des mélomanes de ce genre musical. Cette nouvelle édition verra la participation de la Chine, Ukraine, Espagne, Corée du Sud, Japon, Afrique du Sud et bien d'autres pays. La soirée inaugurale sera marquée par un spectacle de l'Orchestre symphonique de l'Opéra d'Alger dirigé par le maestro Amine Kouider.

Par Abla Selles

La dixième édition du Festival international de musique symphonique est porteuse de plusieurs surprises, selon les organisateurs. Les mélomanes de cette musique universelle vont se régaler du 13 au 19 octobre courant avec des spectacles animés par des musiciens et des orchestres de renommée internationale. À l'instar de la participation algérienne, c'est la Chine, Ukraine, Espagne, Corée du Sud, Japon, Afrique du Sud et bien d'autres pays qui prendront

par à ce rendez-vous musical. «Ce n'est pas moins de quinze nationalités qui seront représentées lors de la dixième mouture de ce festival international», annoncent les organisateurs. Précisant que cette édition verra la participation de musiciens et orchestres de renommée internationale. La soirée d'ouverture du festival sera marquée par un spectacle de haute facture animé par l'Orchestre symphonique de l'opéra d'Alger dirigé de la main du maestro Amine Kouider, après une cérémonie d'inauguration. Le programme des jours suivants sera amorcé dès le



deuxième jour par l'invité d'honneur de cette dixième édition, à savoir la Russie, qui partagera la soirée avec la délégation syrienne. C'est ensuite par série de trois pays qui seront structurées

les représentations, mis à part l'avant-dernière qui mettra en avant la France et l'Allemagne. La soirée de clôture ne verra pas la participation de l'Orchestre symphonique national comme il

est de coutume, mais c'est l'Orchestre philharmonique de Chine qui clôturera la dixième édition du Festival international de musique symphonique d'Alger. A. S.

Fibda 2018

Grande affluence sur le Cosplay

Une grande affluence de jeunes a été enregistrée en cet avant-dernier jour du 11^e Festival international de la bande dessinée d'Alger (Fibda), notamment sur les concours de déguisement «Cosplay».

Issus de différentes régions du pays, plusieurs jeunes sont venus assister à ce festival vêtus de costumes de leurs héros de bandes dessinées, de dessins animés et de jeux vidéo japonais à l'instar de «Dabi», «Kaneki»,

«Toshiro Hitsugaya», «Naruto» et les gangs des «Yakuzas».

Les organisateurs ont consacré, dans le cadre du concours «Cosplay», organisé par l'Office national des droits d'auteur et dix droits voisins (ONDA), en collaboration avec les éditions «Z-Link», cinq prix critiques. Le premier prix est d'une valeur de dix millions de centimes, le deuxième et le troisième de huit millions chacun, le quatrième 6 millions et le cinquième quatre

millions de centimes. Contrairement aux éditions précédentes qui ont connu la participation de 130 concurrents au Cosplay, les organisateurs ont fixé pour cette édition de nouvelles conditions pour accéder au concours dans le but de promouvoir le niveau. Les participants doivent avoir confectionné eux-mêmes leurs costumes, puis les meilleurs d'entre eux sont choisis pour participer au concours, selon les organisa-

teurs. Les concurrents ont défilé ce vendredi avec leurs costumes sur un podium consacré à cet effet. Un jury présidé par l'artiste canadien Patrick Marleau devait choisir hier les cinq lauréats du concours.

Les espaces de vente d'albums de BD, notamment les Mangas, ont connu également un grand engouement de la part des amateurs du 9^e art.

Des jeunes se sont amassés devant les points de vente pour

acquérir des costumes, des masques, des armes en plastique et des figurines de leurs héros préférés, outre des outils de dessin, alors que d'autres ont rejoint les ateliers de dessin pour s'initier à cet art. Au niveau du stand Canada, invité d'honneur de cette édition, l'exposition réservée à l'histoire de la BD canadienne, notamment dans la région du Québec, a constitué un espace de rencontre et d'échange entre les dessinateurs et le public. La clôture du 11^e Fibda, ouvert mardi dernier à l'Esplanade de Riadh El Feth, a eu lieu hier avec au programme la remise des prix des différents concours.

L. B.

Etablissement Arts et culture

Journées portes ouvertes des établissements de musique

L'établissement Arts et culture a ouvert ses portes les vendredi et samedi afin de permettre au public de se rapprocher de ses infrastructures et connaître ses activités artistiques, musicales, instructives et culturelles. Depuis sa création en 1998, l'établissement Arts et culture et de la ville d'Alger propose à son public différents programmes. C'est dans une optique de visibilité et de transparence quant à sa politique que l'établissement lance ces journées portes ouvertes afin de rapprocher les citoyens des coulisses de son travail.

L'établissement Arts et culture de la wilaya d'Alger a organisé deux journées d'information et a ouvert ses portes à la forêt de

Bouchaoui ainsi qu'au théâtre de verdure de la promenade des Sablettes pour tous les visiteurs afin de leur permettre d'acquérir plus d'informations sur ses actions artistiques, culturelles et éducatives qui se déroulent durant toute l'année, à travers ses multiples infrastructures et spécialement ses instituts de musique, conservatoires, espaces culturels ainsi que ses médiathèques.

Les inscriptions pour adhérer aux instituts et écoles de musique dépendant de l'établissement Arts et culture se font sans conditions préalables, à titre d'exemple au niveau du Conservatoire central «Amar-Ezzah» à la Place des martyrs, l'Institut de musique Abdelhamid-Benhadoudja à l'Appreval,

l'école de musique «Les frères Ibari» de Kouba, Conservatoire d'El Biar, rue mustapha Khalef, El Biar, Conservatoire de Bologhine, Conservatoire de Bir Mourad Rais, l'école de musique «Chikh Abdelkrim-Dali» de Cheraga, Centre culturel Oued Koriche et l'espace des activités culturelles Abane-Ramdane.

Tous les admirateurs de musique et les mélomanes qui veulent apprendre à jouer, tirer des sons d'un instrument en interprétant un morceau de musique, n'avaient qu'à se rapprocher des instituts concernés. Cette visite leur a permis de mieux connaître les différentes activités musicales et artistiques.

M. K.

Exposition

Seen Art Gallery accueille «Versions originales»

Seen Art Gallery, galerie d'art contemporain à Alger, accueille à partir d'hier 6 octobre l'exposition «Versions originales», melting-pot d'expressions artistiques à la touche particulière et innovante. C'est un panel d'artistes venus d'horizons différents qui sera mis en avant à la Seen Art Gallery. Yasser Ameur, Leila Boutammine, Amar Briki,

Faïza Maghni, Adlane Samet, Maya-Inès Touam ou encore Hocine Zaourar, sont autant de peintres, de photographes et d'artistes numériques qui se veulent «défendre un art sans compromis». Loin d'être à leur coup d'essai, Yasser Ameur a attiré sur lui l'attention du public avec son «Homme jaune», tandis que Maya-Inès Touam n'a pas

manqué de marquer l'actualité par sa série de photos «Révéler l'étoffe». Rappelons que «Versions originales» dont l'ambition est «d'apporter un regard nouveau sur l'art visuel actuel», a connu son vernissage hier 6 octobre à 16h et sera présente à la Seen Art Gallery (Dély Brahim) jusqu'au samedi 3 novembre.

F. H.

AGEND'ART

- Palais de la culture Moufidi-Zakaria d'Alger**
Jusqu'au 13 octobre :
 Exposition «Ateliers Adjaout, de père en fils» du miniaturiste Mustapha Adjaout.
Jusqu'au 22 octobre :
 Exposition du miniaturiste Mustapha Adjaout.
Maison de la culture Mohamed Laid Al Khalifa de Batna
Jusqu'au 9 octobre :
 Exposition «Aurès de la révolution» du sculpteur Boubaker Laghour.
Basilique Notre Dame d'Afrique
Jeu 11 octobre à 19h30 :
 Concert «Ballade musicale à trois», animé par Nadia Mécheri, Kheira Mokrane (piano) et Djamel Ghazi (flûte).



CR Belouizdad Chérif El Ouazzani annonce son départ

L'ENTRAÎNEUR du CR Belouizdad, Si-Tahar Chérif El Ouazzani, a réitéré vendredi sa décision de quitter les commandes techniques des Rouge et Blanc, en dépit de l'insistance des dirigeants pour le garder après le bon nul (1-1) chez le CS Constantine, pour le compte de la 9^e journée de Ligue 1 Mobilis de football. «En principe, le match contre le CS Constantine était mon dernier en tant qu'entraîneur en chef du CR Belouizdad. J'avais annoncé mon départ il y a déjà une semaine et ma décision est irrévocable», a insisté l'ex-milieu récupérateur international dans sa déclaration d'après-match. Le week-end dernier, Chérif El Ouazzani avait annoncé sa démission, juste après la défaite à domicile contre le MC Oran (0-1), considérant «avoir échoué» dans sa mission de «redresser la situation du club», toujours lanterne rouge, avec seulement trois unités au compteur, et cinq longueurs sur le premier club non relégué. «J'espère que

mon départ provoquera le déclin tant espéré chez les joueurs, ce qui aidera mon successeur à réussir un meilleur parcours», avait ajouté le vainqueur de la dernière édition de la coupe d'Algérie avec l'USM Bel-Abbès, assurant qu'il a pris cette décision «en plaçant l'intérêt du CRB au-dessus de toute considération». Chérif El Ouazzani s'est dit «heureux» après le nul obtenu chez le CSC, mais selon lui, «ce bon résultat», qui met fin à une série noire de quatre défaites consécutives «ne change rien» à sa décision de rendre le tablier. «Ce nul devrait remonter le moral aux joueurs, et c'est une bonne chose pour mon successeur, qui plus ou moins débutera dans de bonnes conditions», a-t-il poursuivi. Reste à savoir si la direction du CRB parviendra à lui faire changer d'avis une deuxième fois, elle qui a réussi à la maintenir en poste pendant une semaine supplémentaire et même à diriger l'équipe contre le CSC.

Ligue 2 (9^e journée)

L'ESM et le RCK font match nul

L'ES MOSTAGANEM s'est provisoirement emparée de la troisième place au classement général de la Ligue 2 Mobilis de football, malgré son nul à domicile contre le RC Kouba (1-1), concédé vendredi en ouverture de la 9^e journée. Les choses avaient pourtant bien démarré pour l'ESM qui a ouvert le score à la 33^e minute par Amrani, mais sa joie a été de courte durée, puisque les Algérois ont réussi à arracher l'égalisation dans le temps additionnel de la première mi-temps grâce à Benamar

(45'+2). Un point qui vaut de l'or pour le Raed, car il lui permet de revenir à seulement deux longueurs de la JSM Béjaïa, provisoirement le premier club non relégué. Une joie qui contraste cependant avec le désarroi de l'ESM, qui, en cas de victoire sur le RCK, aurait pu s'emparer seule de la deuxième place au classement général. Mais ayant finalement concédé le nul à domicile, elle se contente provisoirement de la troisième place, avec 14 unités.

Fédération algérienne de football Zetchi présentera les projets des centres de formation

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheïreddine Zetchi, se rendra aujourd'hui à Tlemcen pour présenter aux membres de l'Assemblée générale de l'instance fédérale représentant les régions Ouest et Sud-Ouest, les projets des futurs centres techniques fédéraux et des centres techniques régionaux qui seront implantés dans différents wilayas (Tlemcen, Saïda, El-Tarf, Batna), a indiqué vendredi la FAF. Une autre réunion est prévue le 13 octobre au niveau du siège de la FAF, à Dely Ibrahim (Alger), et concernera les membres de l'AG du Centre. Enfin, le 18 octobre ce sera au tour des membres de l'AG de l'Est et du Sud-Est d'être conviés à une réunion similaire à Sétif. Par ailleurs et à l'issue de chaque réunion avec les membres de l'AG, le président de la FAF animera des points de presse où il reviendra, notamment, sur la Direction technique nationale (DTN) et la situation de cette structure qui «poursuit son

fonctionnement dans le cadre de la stratégie déjà mise en place par l'instance fédérale». Pour mémoire, le directeur technique national Rabah Saâdane a démissionné mercredi soir du qu'il occupait depuis le 15 octobre 2017. L'ancien sélectionneur des Verts a déclaré à la presse que la FAF «s'est moquée de lui» et a «dénigré sa réputation». Saâdane devait se déplacer à Londres avec le sélectionneur national Djamel Belmadi pour prendre part à une conférence organisée par la Fédération internationale de football (Fifa) consacrée à l'évaluation de la Coupe du monde 2018 entre le 22 et le 25 septembre derniers, mais il n'avait pas réussi à avoir son visa pour des raisons inconnues. «J'ai pris toutes les mesures nécessaires pour assister à la conférence de la Fifa à Londres, mais j'ai été surpris d'apprendre que mon visa n'était pas disponible à la dernière minute», a déclaré Saâdane.

Ligue 1 Mobilis (9^e journée) La JSK se rate, le NAHD renverse le PAC

■ Le leader de la Ligue 1 Mobilis de football, la JS Kabylie, a été accroché à domicile par l'Olympique de Médéa (1-1), pour le compte de la 9^e journée, alors que le NA Hussein Dey a réussi un incroyable retournement de situation dans le derby algérois, en renversant le Paradou AC (2-1) pour s'emparer provisoirement de la place de dauphin.



Les Canaris
accrochés

Par Mahfoud M.

Les choses auraient pu se compliquer davantage pour les Canaris, qui ont commencé par concéder l'ouverture du score devant Chekrite (55'), avant de se ressaisir et d'arracher l'égalisation par Belaïli (65'), conservant par la même occasion le leadership de la Ligue 1 Mobilis, avec 19 points, alors que l'OM grimpe à la 11^e place, qu'il partage ex aequo avec le Paradou AC, avec neuf unités. Cependant, les Pacisites auraient pu espérer beaucoup mieux s'ils avaient réussi à préserver le score dans leur derby contre le NA Hussein Dey, car ils avaient commencé par mener (1-0), grâce à Zakaria Naidji (50'), avant de se faire renverser en toute fin de match. D'abord par Chouiter, qui avait égalisé à la 73', puis par le capitaine Ahmed Gasmi, auteur du but victorieux à la 75'. Un important succès qui replace le Nasria seul à la deuxième place, avec 16 points, soit à trois longueurs du leader kabyle, en attendant le déroulement des autres rencontres, dont certaines auront un impact sur le podium, notamment, le grand derby algérois, entre l'USM Alger et le MC Alger. Les Rouge et Noir sont en effet troisièmes, avec 15 points, faisant qu'en cas de victoire contre «le Doyen», ils pourraient dès lors ravir cette fameuse deuxième place au Nasria. Un peu plus tôt dans l'après-midi, le nouvel entraîneur du MO Béjaïa, Kheïreddine Madoui, avait réussi ses débuts à la barre technique des «Crabes», en ramenant une précieuse victoire de son dépla-

cement chez le mal classé, le DRB Tadjenanet (1-2). Le MOB avait pourtant commencé par être mené au score, sur un penalty d'Aribi (45'), avant de déjouer les pronostics en l'emportant finalement (1-2), grâce à Dehar (48' sp) et Amokrane (55'). Une excellente performance en déplacement, qui propulse les Crabes à la 6^e place du classement général, avec seulement trois longueurs de retard sur le podium. La JS Saoura a également réussi une très bonne opération au cours de cette 9^e journée, en se hissant provisoirement à la 4^e place avec 13 points, après sa victoire contre l'USM Bel-Abbès (3-0). Des réalisations signées Ferhi (5'), Djallit (48' sp) et Bekakchi (90'), qui maintiennent l'USMBA à l'avant-dernière place du classement général, avec seulement cinq unités au compteur. Soit deux de mieux que la lanterne-rouge, le CR Belouizdad, qui a ramené de son côté un bon résultat nul de chez le CS Constantine. Ce sont pourtant les Sanafir qui avaient ouvert le score par Belkacemi (33'), mais le désir de survie du Chabab a été plus fort, et c'est ce qui lui a permis de revenir dans le match et d'arracher l'égalisation par Djerrar (74'). Quoique, malgré ce petit exploit chez le club champion d'Algérie en titre, le Chabab reste bon dernier au classement général, avec la possibilité de se retrouver sans entraîneur, car le coach Si-Tahar Chérif El Ouazzani a réitéré sa décision de partir. De son côté, le CA Bordj Bou Arréridj a commencé par souffrir le martyre contre une coriace équipe de l'AS Ain Miïla, ayant bien résisté

pendant 87 minutes avant de s'effondrer littéralement. D'abord devant Diarra, puis devant Mellal, ayant inscrit le but de la victoire à la 89'. Il s'agit du premier succès à domicile pour les Criquets, qui se hissent par la même occasion à la 7^e place du classement général, avec onze unités, alors que l'ASAM reste scotchée à la 10^e place avec autant de points.

Les Hamraoua pour se relancer

Le MC Oran affronte cet après-midi l'Entente de Sétif dans le dernier match de la 9^e journée de la Ligue 1 Mobilis. Logiquement, les Hamraoua partent avec les faveurs du pronostic d'autant plus qu'ils sont dans une situation qui impose un retour en force pour améliorer le statut de l'équipe qui avait sombré lors des précédentes journées. Toutefois, ce ne sera pas facile face à une équipe de l'ES Sétif déterminée à se reprendre après la défaite en Ligue des champions d'Afrique face au Ahly du Caire. L'Aigle Noir sait ce qui l'attend mais souhaite se relancer dans la course au titre, et c'est pour cela qu'il se donnera à fond pour remporter un maximum de points.

M. M.

Les résultats :

NAHD - P AC	2-1
DRBT - MOB	1-2
CSC - CRB	1-1
CABBAJ - ASAM	2-0
JSK-OM	1-1
JSS - USMBA	3-0

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Bordj Badji Mokhtar

Un terroriste se rend aux autorités militaires

UN TERRORISTE armé, qui avait rallié les groupes terroristes en 2012, s'est rendu vendredi aux autorités militaires, à Bordj Badji Mokhtar, indique samedi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Il s'agit du dénommé Overti Mimoune, dit «Mimoune», qui avait rallié les groupes terroristes en 2012. Ledit terroriste était en possession d'un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et d'un chargeur garni de munitions», précise le communiqué. Par ailleurs, et dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements de l'Armée nationale populaire «ont arrêté, à Tamanrasset (6^e Région militaire), sept orpailleurs, en possession de six détecteurs de

métaux, deux marteaux piqueurs, deux groupes électrogènes et un véhicule tout-terrain et d'autres objets». En outre, des détachements de l'Armée nationale populaire «ont intercepté, à Ouargla et Laghouat (4^e RM), six contrebandiers et saisi (5 566) unités de différentes boissons et 324 kilogrammes de tabacs destinés à la contrebande». D'autre part, des détachements de l'Armée nationale populaire et des éléments de la Gendarmerie nationale «ont appréhendé à Tamanrasset (6^e RM), Tlemcen (2^e RM) et Béchar (3^e RM), 69 immigrants clandestins de différentes nationalités.»

(APS)

Constantine

Séances de planétarium au profit des étudiants

DES SÉANCES de planétarium ont été organisées samedi au profit des étudiants des universités de la wilaya de Constantine, à l'initiative de l'association Sirius d'astronomie, en marge d'une journée «portes ouvertes» sur l'Univers, tenue à la maison de la culture Malek-Haddad.

Ces cours visent à promouvoir et à dispenser les rudiments de l'astronomie en milieu étudiant, a précisé à l'APS, le président de cette association, Djamel Mimouni en marge de cette manifestation qui en est à sa troisième édition.

«L'objectif de cette action est de faire découvrir aux étudiants les astres et leurs mouvements ainsi que les différents phénomènes astronomiques», a indiqué le président de Sirius, soulignant qu'une centaine d'étudiants de différents établissements d'enseignement supérieur a été ciblée par ce programme à l'instar des universités des frères Mentouri et Rabah Bitat.

Cette formation a été initiée par la caravane cosmique constantinoise (CCC), relevant de l'association Sirius, qui a mobilisé un matériel didactique important devant permettre aux étudiants de découvrir également «la beauté et les secrets de l'univers», a-t-il encore fait savoir. Une équipe d'astronomes amateurs a été désignée pour assurer le bon déroulement et la réussite de cette formation, destinée également au large public, notamment aux élèves des établissements scolaires, a affirmé le président de cette association, rappelant que des séances similaires ont été organisées l'année

dernière en faveur des étudiants et des élèves d'autres wilayas du pays, à l'instar de Batna, Mila et Ouargla.

La journée «portes ouvertes» sur l'Univers a été initiée à l'occasion de la célébration de la semaine mondiale de l'espace, prévue entre les 4 et 10 octobre de chaque année, a révélé dans ce même contexte, M. Mimouni. «L'organisation de cette journée vise à expliquer et à introduire les sciences et en particulier celles de l'Univers dans ce qu'elles ont de beau et d'enchanté dans un effort de vulgariser les sciences auprès du grand public notamment des élèves et des étudiants», a affirmé à ce propos l'étudiant en master 2, Chaïma Ali Khoudja, présidente du club de physique de l'université Mentouri.

La cérémonie d'ouverture de cette journée a été marquée par l'inauguration d'un Salon dédié à l'univers auquel ont participé une dizaine d'associations et autres clubs scientifiques locaux, toutes filières confondues, dont celles de l'astronomie, physique et mathématiques.

Lamia N.

Bientôt des imams dans les stades



Loumis

Djalou@hotmail.com

Protection civile à Béjaïa

Formation en plongée sous-marine au profit de 21 plongeurs

■ Un stage de formation et de perfectionnement en plongée sous-marine «Qualification 40 mètres», est organisé sur une période d'une semaine soit du 30 septembre au 6 octobre au profit de 21 plongeurs de la Protection civile, venus de 12 wilayas (M'sila, Boumerdès, Tipaza, Alger, Bel-Abbès, Tlemcen, Oran, Guelma, Tissemsilt, Tiaret, Chlef, Relizane) en plus de l'Unité nationale d'El-Hamiz (Alger) et de quelques plongeurs de la wilaya de Béjaïa.

Par Hocine Cherfa

Selon la cellule de communication de la Protection civile, cette formation a été rehaussée par la présence de notre directeur, le lieutenant-colonel Hakim Amichi, le directeur des Services agricoles, le Drag et le DAL de wilaya. Ces journées de formation ont été organisées sous l'égide de la Direction générale et du patronage du wali au niveau du siège de l'Unité marine de Béjaïa, sise au Port pétrolier commune de Béjaïa. Il s'agit d'une continuité des autres formations déjà reçues pour acquérir un maximum de connaissances et de perfectionnement de nos plongeurs, avec un enseignement théorique et des séances de

plongée grande nature, précise la même source. La formation a été dispensée par un encadrement qualifié venu de la Direction générale de la Protection civile, des encadrements de renommée, très compétents en la matière, ajoute la même source. Ces connaissances acquises durant cette rencontre serviront certainement à nos plongeurs pour d'éventuelles interventions en grandes profondeurs et dans tous les plans d'eau, souligne la cellule de communication et d'information de la Protection civile. Dans un bilan annuel qui nous a été communiqué en même temps, la Protection civile a fait état de 14 décès par noyade durant la saison estivale beaucoup moins qu'en 2017

où il avait été enregistré 22 décès par noyade. Parmi les noyés décédés, il y a 5 cas dont une femme, un enfant et trois hommes sur les plages interdites et 9 autres cas (5 hommes et 4 enfants) sur les plages autorisées dont 5 hors horaires de surveillance des plages. Le nombre d'interventions était de 8 404 soit plus de 1 276 par rapport à 2017 où il avait été recensé quelque 7 128 interventions. Concernant l'affluence vers les plages, il avait été enregistré beaucoup moins qu'en 2017. Ils étaient 5 078 000 baigneurs qui avaient choisi les plages de la wilaya alors qu'en 2017 il y avait 9 983 000 baigneurs.

H. C.

Structures hydrauliques

Necib appelle à généraliser le contrôle

Le contrôle des structures hydrauliques doit être généralisé à «tous les niveaux», a estimé samedi le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib. «La culture du contrôle technique dans le secteur hydraulique doit être inculquée à l'ensemble des acteurs du secteur», a indiqué le ministre lors d'un point de presse en marge de la Journée technique sur le contrôle des constructions hydrauliques

organisée par le ministère des Ressources en eau en collaboration avec l'organisme national de contrôle technique de la construction hydraulique (CTH). L'événement a été l'occasion de sensibiliser les acteurs et le monde universitaire du secteur autour du contrôle technique des structures hydrauliques, a expliqué M. Necib. Le CTH doit s'impliquer «systématiquement» dans les opérations de contrôle

et de suivi de tous les travaux de réalisation hydraulique pour une conformité totale avec les dispositions relatives au contrôle technique obligatoire, a encore affirmé l'intervenant. Avec actuellement 500 collaborateurs et 1000 projets, le centre technique intervient au cours de la conception, de la réalisation, mais aussi lors de l'exploitation des structures de l'hydraulique en cas d'anomalie.

L. M.